recteurs sont d'opinion que le capital originellement souscrit n'est pas suffisant pour compléter les travaux que la compagnie veut entreprendre, il sera et pourra être loisible aux dits directeurs, par une résolution passée par eux à cette fin, d'emprunter sous la garantie de la dite compagnie, par obligation ou hypothèque du chemin et des péages qui y seront prélevés, une somme d'argent suffisante pour compléter les dits travaux, ou permettre la souscription par un instrument référant à l'instrument origininaire d'association, et qui sera déposé chez un notaire et enregistré comme susdit, du nombre additionnel d'actions qui sera fixé dans la dite résolution, dont une copie sera, sous le seing du président et le sceau de la dite compagnie, annexée au dit instrument additionnel.

15 IX. Et qu'il soit statué, que chaque action dans chacune des dites compagnies sera de Transport d'actions. livres courant, et sera considérée comme propriété mobilière et sera transférable sur les livres de chacune des dites compagnies, en la manière prescrite par aucun règlement fait par les directeurs à cette fin, et non autrement quant à ce qui a rapport aux droits de la compagnie, et il ne sera transféré aucune action sur laquelle quelque versement dû ne sera pas payé.

X. Et qu'il soit statué, que les directeurs pour le temps d'alors pourront demander des versements sur le fonds souscrit, en telle manière et à tels intervalles de temps qui pourront être fixés dans l'instrument d'association, et la compagnie pourra, dans aucune cour de division ou autre cour ayant juridiction compétente en matière de simple contrat pour le montant demandé, poursuivre pour le recouvrement et recevoir de tous et chacun les actionnaires de la dite compagnie le montant d'aucun versement ou versements sur des actions qu'aucun actionnaire pourra négliger de payer, après tel avis dont on sera convenu dans l'instrument d'association, ou qui sera établi par les règlements de la compagnie si l'on n'en est pas convenu comme susdit; et dans toute telle action il suffira d'alléguer que le défendeur est un actionnaire de la compagnie et qu'un versement ou des versements ont été demandés sur le capital, en la manière prescrite par l'instrument d'association ou les règlements, et qu'ils n'ont pas été payés, et de prouver par un témoin, qu'il soit au service de la compagnie ou non, des faits au soutien des dits allégués, sans alléguer ou prouver l'élection ou la nomination des directeurs ou toute autre matière spéciale, et sans nommer les dits directeurs dans la déclaration ou autre procédure du procès.

La compagnie pourra poursuivre le recouvrement des versements sur un capital, s'ils ne sont pas payés.

XI. Et qu'il soit statué, que si quelque versement demandé par les directeurs aux actionnaires en la manière prescrite par l'instrument d'association de la compagnie ou par les règlements de la compagnie, n'est pas payé

Les actions sur lesquelles des versements seront dus pourront être consignées.